

DDC/TER

Pau le : 8 juillet 2016

Objet :

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 9 juin 2016 relative aux règles de commercialisation des capacités de stockage dans le cadre de la réforme de l'accès des tiers aux stockages

Contribution non confidentielle de TIGF

Destinataire : Commission de Régulation de l'Energie

SYNTHESE/INTRODUCTION

La CRE a souhaité anticiper les travaux concernant les règles de commercialisation des stockages en mode régulé. **Malgré l'absence de textes réglementaires officiels, TIGF a souhaité accompagner ce changement en s'engageant pleinement dans les travaux** notamment dans le cadre des ateliers organisés par la CRE. TIGF souhaite néanmoins rappeler, qu'à ce stade, l'absence de textes réglementaires laisse planer **un certain nombre d'incertitudes** sur les dispositions qui seront finalement retenues.

TIGF partage la volonté de la CRE de s'orienter vers un mécanisme de régulation incitative. Ce type d'incitation doit venir en complément de ce revenu autorisé, contribuant à l'atteinte d'un niveau de revenu pertinent. Le fonctionnement et le paramétrage de tout mécanisme d'incitation devra également prendre en compte les incertitudes concernant le marché du gaz, en particulier tant que la zone TRF n'aura pas été créée et que la tarification au PITS restera différenciée.

Depuis plusieurs années, **TIGF a adapté sa stratégie commerciale** afin de répondre **aux attentes du marché** en constante évolution. Cette adaptation, portée par une politique volontariste d'investissements, a été bien reçue par le marché. TIGF souhaite pouvoir maintenir cette orientation dans le futur cadre réglementaire **où sera maintenue une concurrence entre les deux opérateurs nationaux**. TIGF recommande donc que les opérateurs **disposent du maximum de flexibilité** (définition des produits, lots, volumes par produits...) pour répondre **aux attentes du marché**.

Le nouveau mode de commercialisation envisagé par la CRE s'oriente vers une extension du **calendrier de commercialisation**. TIGF souhaite toutefois attirer l'attention sur **les contraintes techniques inhérentes aux stockages de gaz souterrains** et demande que les spécificités liées à la période d'injection soient prises en compte. Il en va du maintien de la performance des stockages et donc **du maintien de l'offre commerciale associée**. Enfin, en ce qui concerne la 1^{ère} année, TIGF rappelle qu'il n'est pas envisageable de démarrer une commercialisation au 1^{er} décembre sans disposer de la délibération ATS1 fixant le cadre de régulation des stockages.

Compte tenu du niveau d'incertitudes sur le comportement des acteurs de marché dans ce nouveau cadre de régulation, la DGE a souhaité introduire un mécanisme de dernier ressort. Pour que le système soit globalement efficace, **ce mécanisme de dernier ressort ne doit pas permettre aux expéditeurs d'arbitrer la phase d'enchères. Une phase d'allocation** paraît donc plus propice à la réussite des enchères initiales.

Enfin, TIGF insiste sur les **incertitudes** engendrées par la **refonte totale du système**. Une phase transitoire paraît nécessaire pour aboutir à une régulation globale performante dans quelques années. Une mise en place progressive avec des ajustements basés sur le retour d'expérience peut s'avérer pertinente pour atteindre un système robuste.

REPONSE AUX QUESTIONS POSEES PAR LA CRE

Question 1: Partagez-vous les orientations générales proposées par la CRE ?

TIGF souscrit à la démarche de la CRE visant à laisser aux opérateurs de stockage la plus grande marge de manœuvre possible pour définir les règles de commercialisation. L'efficacité commerciale dont TIGF a fait preuve ces dernières années atteste de sa capacité à répondre aux besoins du marché.

TIGF souscrit également à la mise en œuvre d'un cadre de régulation incitant les opérateurs à atteindre le niveau de souscriptions nécessaires à la sécurité d'approvisionnement et à maximiser les revenus issus des enchères. Tout mécanisme d'incitation des performances commerciales, éventuellement mis en place dans le futur, ne devrait pas remettre en cause la couverture totale du revenu autorisé des opérateurs. Au contraire ce type d'incitation doit venir en complément de ce revenu autorisé. Le fonctionnement et le paramétrage de tout mécanisme d'incitation devra également prendre en compte les incertitudes concernant le marché du gaz, en particulier tant que la zone TRF n'aura pas été créée et que la tarification au PITS restera différenciée.

TIGF regrette que certaines propositions de la CRE aillent à l'encontre de ces deux principes, par exemple la définition de produits figés en amont de la phase de commercialisation par enchères et un fonctionnement de la phase de dernier ressort qui annihile l'incitation à la performance commerciale des opérateurs dans la phase de commercialisation aux enchères.

Egalement, compte tenu des nombreuses incertitudes accompagnant cette réforme, TIGF propose de ne pas mettre en place de dispositif de régulation incitative des performances commerciales tant que la zone TRF n'aura pas été créée et que la tarification au PITS restera différenciée.

Question 2: Etes-vous favorable au calendrier de commercialisation proposé par la CRE, allant du 1er novembre au 31 mars?

TIGF est défavorable au calendrier de commercialisation proposé par la CRE.

Lors des ateliers, TIGF a initialement exprimé le souhait de voir la campagne de commercialisation des capacités nécessaires à la sécurité d'approvisionnement se dérouler du 01/01 au 15/02/N. Si TIGF ne s'oppose pas à une anticipation du calendrier de commercialisation étendu qui maximiserait les chances de succès des enchères, **TIGF relève l'incompatibilité du calendrier proposé avec les contraintes opérationnelles de l'exploitation des installations de stockage.** Cette incompatibilité pèse indument sur les conditions d'exploitation pour les opérateurs de stockage, et compromet la pertinence du mécanisme de commercialisation aux enchères au regard des besoins des acteurs obligés et de l'objectif de sécurité d'approvisionnement.

- Les évolutions techniques des sites sont réévaluées chaque année par les experts en géosciences suivant un long processus d'analyse qui ne peut aboutir qu'après la fin de la

période d'injection, soit dans le courant du mois de Novembre. Le calendrier proposé par la CRE, qui implique que les produits standards seront définis et figés en Octobre, contrevient à la définition de produits qui exploitent au mieux les caractéristiques techniques des sites pour se conformer aux besoins des acteurs.

- De plus, les acteurs obligés, comme cela a été indiqué dans les réponses à la consultation de la CRE, ne sont en mesure d'évaluer leurs besoins de modulation qu'après la publication des CAR et profils, mis à jours par GRDF en toute fin d'année calendaire. La tenue d'enchères en amont de la mise à jour de ces éléments ne serait pas pertinente et potentiellement risquée et coûteuse en particulier pour les plus petits fournisseurs alternatifs.
- Enfin, étant donnée la durée à l'injection des produits qui pourront être souscrits au dernier ressort, la phase de commercialisation aux enchères et celle d'allocation des capacités de dernier ressort doivent être finalisées au plus tard le 15 mars pour jouer pleinement leur rôle de garantie de la sécurité d'approvisionnement. Le calendrier de la phase de commercialisation aux enchères doit en outre prendre en compte le délai administratif incompressible de mise en place de l'allocation au dernier ressort.

Compte tenu du calendrier de publication des documents relatifs au nouveau cadre réglementaire, TIGF souhaite attirer l'attention de la CRE sur **la particularité liée à la première année de commercialisation**. En effet, la commercialisation des capacités de stockage 2017-2018 ne pourra intervenir qu'après publication de la Délibération CRE ATS1.

Question 3: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la mise en œuvre d'un nombre limité de produits standards commercialisés aux enchères avant le 31 mars ?

TIGF est défavorable à la limitation des produits commercialisés à des produits standards définis très en amont de leur commercialisation.

Un des principaux atouts du service de stockage de gaz naturel proposé par TIGF tient dans sa capacité d'adaptation aux évolutions régulières des attentes du marché. **TIGF considère dès lors que le cadre commercial fixé par la CRE ne doit pas limiter sa capacité d'innovation lui permettant d'offrir au marché les produits de stockage qu'il attend.** Cet impératif appelle la possibilité pour les opérateurs d'adapter les caractéristiques techniques des produits proposés en cours de période de commercialisation.

TIGF note également que **cette limitation n'est pas cohérente avec le principe général affirmé par la CRE de mise en œuvre d'un cadre de régulation incitant la performance commerciale** des opérateurs, puisqu'elle ôte un levier majeur d'influence des opérateurs sur cette performance commerciale.

TIGF s'étonne également du **caractère discriminatoire de la proposition de la CRE, selon laquelle le concurrent de TIGF pourra proposer deux fois plus de produits que TIGF**. La réforme de l'ATS envisagée par la DGEC prévoit une régulation qui maintient une dynamique concurrentielle entre les opérateurs de stockage ; la proposition de la CRE s'inscrit en opposition directe avec cette dynamique.

Enfin, la CRE ne fait ni la démonstration de la pertinence théorique du lien entre zone d'équilibrage et définition des produits, ni celle des bénéfices qui en sont attendus pour le consommateur. Aujourd'hui, l'existence des droits reports porte une reconnaissance fixée par arrêté ministériel de la capacité de TIGF à satisfaire des besoins de flexibilité hors de sa zone. Le volume de souscriptions d'environ 30 TWh atteint par TIGF ces dernières années, alors que les droits natifs de sa zone s'élèvent à 11 TWh (pour une consommation annuelle inférieure à 35 TWh), confirme l'intérêt de nos produits au-delà de notre zone d'équilibrage et la contribution des capacités de TIGF à la sécurité d'approvisionnement au-delà de sa zone d'équilibrage.

Dans ce contexte TIGF considère que la proposition de la CRE représente un désavantage pour les consommateurs par rapport à la situation actuelle du fait des contraintes qu'elle emporte quant à l'innovation sur les produits ainsi que de son impact sur la dynamique concurrentielle sur le marché.

Dans ce contexte, TIGF demande à pouvoir proposer aux enchères :

- autant de produits bundlés que son concurrent national,
- autant de produits bundlés que TIGF a pu commercialiser ces dernières années (Equilibre, Dynamique, Super Dynamique, Luiza, Duo Dynamique, Multi-cyclage) dans le cadre de l'allocation des droits.

Question 4: Etes-vous favorable à la proposition de laisser la possibilité aux opérateurs de faire évoluer entre les tours d'enchères les capacités commercialisables associées aux différents produits standard, sans modifier les caractéristiques de ces produits ?

TIGF préconise de manière générale un maximum de flexibilité permettant aux opérateurs de stockage d'ajuster leur offre au plus près de la demande du marché, en vue de la maximisation des souscriptions.

TIGF est, de fait, favorable à la proposition de laisser la possibilité aux opérateurs de faire évoluer entre les tours d'enchères les capacités commercialisables associées aux différents produits standards. Les conditions de marchés n'étant pas figées avec six mois de visibilité, le transfert, entre deux tours d'enchères, de capacités d'un produit peu demandé vers un produit plus recherché est une disposition essentielle pour la sécurité d'approvisionnement et pour minimiser le recours à l'allocation de dernier ressort. **Cette disposition est au bénéfice du marché et du consommateur final.**

TIGF estime qu'il pourrait également être opportun de laisser aux opérateurs la possibilité d'ajuster une (les) caractéristique(s) technique(s) de leurs produits les moins demandés.

Question 5: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage libres de définir les caractéristiques de leurs produits, pour des capacités limitées à 10 % de leurs capacités totales avant le 31 mars ?

TIGF est défavorable à la proposition de la CRE.

TIGF a exprimé clairement sa position en faveur de la liberté des opérateurs de stockage à définir les caractéristiques de leurs produits. La possibilité de proposer des produits non standards est cohérente avec cette position. TIGF comprend également le souhait de la CRE de limiter la part des capacités offertes sous forme de produits non-standard.

En revanche, TIGF considère que la définition d'un plafond relatif, exprimé en % des capacités totales de chaque opérateur, détériore les conditions de mise en concurrence des opérateurs. Elle pourrait peser asymétriquement sur la performance commerciale et la situation financière de TIGF en cas de faible appétence du marché pour les produits standards sur une saison de commercialisation donnée.

TIGF demande donc à la CRE de retenir un plafond des capacités non standard offertes identique par opérateur et défini en valeur absolue de capacité de soutirage¹ (en GWh/j). TIGF propose de définir ce plafond par rapport au niveau de l'obligation fixée par la DGEC – par exemple à hauteur de 10% de l'obligation par opérateur.

Question 6: Dans le cas où le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

TIGF est favorable à la proposition de la CRE de laisser toute liberté aux opérateurs de stockage dans la définition des produits commercialisés après atteinte du niveau minimal de stocks fixé par arrêté ministériel.

TIGF propose d'ailleurs que cette liberté puisse être introduite avant le 31 mars si les opérateurs de stockage constatent avant cette date que les niveaux de souscription atteignent le niveau retenu comme nécessaire à la sécurité d'approvisionnement par la DGEC.

Enfin, TIGF, toujours dans le but de maximiser les ventes et les recettes associées, estime que les opérateurs de stockage doivent être **libres de définir le mode de commercialisation** des produits commercialisés après l'atteinte de l'objectif de sécurité d'approvisionnement.

Question 7: Dans le cas où le niveau nécessaire à la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint, êtes-vous favorable à ce que les opérateurs réservent une part des capacités sous la forme de produits standard à hauteur des capacités manquantes pour atteindre le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement après le 31 mars ?

TIGF est défavorable à la proposition de la CRE et plus généralement à sa proposition concernant la phase de dernier ressort.

¹ Définition en référence à la capacité de soutirage par cohérence avec la définition de l'obligation en soutirage.

L'enjeu principal de la définition des modalités de souscription pour les fournisseurs en défaut porte sur l'incitation à souscrire lors de la phase principale de commercialisation ; et TIGF considère que la commercialisation aux enchères dans le cadre de la phase de dernier ressort proposée par la CRE ne répond pas à cet enjeu.

Le marché a signalé clairement lors des précédents échanges son intention d'arbitrer entre la phase de commercialisation et la phase de dernier ressort. La proposition de la CRE viendrait anéantir l'incitation des acteurs à prioriser la phase de commercialisation pour souscrire à leur obligation ; ce risque est d'autant plus élevé qu'en l'absence de publication de l'arrêté correspondant, il n'est pas garanti que le niveau de la pénalité du dernier ressort soit assez incitatif en soi.

On remarquera finalement le coût de gestion supplémentaire associé à la tenue d'enchères de dernier ressort, coût qui serait donc causé par la non-conformité des fournisseurs à leur obligation et reporté intégralement sur les consommateurs.

TIGF considère donc que les capacités manquantes doivent être allouées entre expéditeurs en défaut au prorata de leurs capacités manquantes, au prix correspondant au prix majoré déterminé par la DGEC en ligne avec les textes réglementaires en cours de rédaction.

Concernant les produits offerts et l'allocation des capacités invendues entre opérateurs de stockage, l'enjeu principal réside dans la cohérence avec l'objectif de mise en concurrence équitable des opérateurs et d'incitation à la performance commerciale.

TIGF est favorable à ce que les produits servant à satisfaire l'obligation de dernier ressort, une fois celle-ci déclenchée, soient les mêmes que ceux proposés lors des enchères.

TIGF est en revanche défavorable à l'allocation au prorata des capacités invendues proposée par la CRE. Une telle approche s'inscrirait en contradiction directe avec le mécanisme incitatif des performances commerciales : un opérateur qui aurait moins bien vendu dans la phase de commercialisation se verrait attribuer une part supérieure (relativement à ses capacités installées) des capacités invendues. La commercialisation au dernier ressort viendrait donc contrebalancer sa mauvaise performance commerciale – et dans la perspective du mécanisme incitatif réduire la perte d'opportunité économique associée à cette moindre performance.

C'est pourquoi TIGF a proposé lors des ateliers une allocation au prorata des capacités techniques commercialisées par chaque opérateur et par ordre de capacités de soutirage croissante.

Question 8: Pour les capacités disponibles restantes, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Voir réponse à la question 6.

Question 9: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE relative à la commercialisation de capacités pluriannuelles ?

TIGF est favorable à la commercialisation de capacités pluriannuelles dans la mesure où cela contribue au renforcement de la sécurité d’approvisionnement et correspond à la demande du marché.

TIGF, dans un souci d’équité entre les opérateurs pense cependant qu’il est préférable d’attendre la mise en place de la TRF, la zone TRS manquant actuellement de liquidité et ne bénéficiant pas de cotation de produits futures. TIGF anticipe qu’un horizon de 3 ans sera compatible avec la liquidité et les produits du marché français en 2018. Etant donné cependant l’incertitude sur le calendrier de la mise en place des produits sur le marché TRF, et sur leur liquidité, TIGF appréciera la pertinence de la mise en vente des produits pluriannuels le moment venu.

TIGF note également que le plafonnement proposé par la CRE en % des capacités de chaque produit de stockage et donc de chaque opérateur pourrait avoir un caractère discriminatoire. Elle pourrait peser asymétriquement sur la performance commerciale et la situation financière de TIGF en cas de forte appétence du marché pour les produits pluriannuels.

TIGF demande donc à la CRE de retenir un plafond des capacités pluriannuelles offertes identique pour chaque opérateur et défini par rapport en valeur absolue de capacité de soutirage² (en GWh/jr). TIGF propose de définir le plafond par rapport au niveau de l’obligation fixée par la DGEC – par exemple à hauteur de 10% de l’obligation par opérateur.

Question 10: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une commercialisation par lots pour les produits standards de stockage ?

TIGF est favorable à une commercialisation par lots des produits standards de stockage lors de chaque fenêtre d’enchères.

Il convient de clarifier la définition d’un Lot : il représente la quantité de produits standards mis aux enchères par un opérateur lors d’une fenêtre d’enchère.

Question 11: Etes-vous favorable aux règles de constitution des lots proposées par la CRE ?

TIGF est favorable au principe du plafonnement de la taille des lots proposés par chaque opérateur.

TIGF n’est pas favorable à ce que l’intégralité des produits standard soit proposée à la vente lors de chaque session d’enchères, pour les raisons suivantes :

² Définition en référence à la capacité de soutirage par cohérence avec la définition de l’obligation en soutirage.

- Risque de manque de liquidité ;
- Perte de lisibilité ;
- Difficultés opérationnelles tant pour les opérateurs de stockage que pour les participants.

En effet, en pratique la commercialisation de deux produits différents sur une même journée revient à tenir deux enchères, car des offres portant sur deux produits distincts ne peuvent pas être inter-comparées. Les acteurs doivent donc répartir leurs enchères entre les différents produits (dédoubler les enchères sur chaque produit entraînerait un risque de double-souscription, en particulier pour les plus petits fournisseurs). Par conséquent, la liquidité sur chaque « sous-enchère » sera réduite.

Enfin, TIGF est favorable à ce que les opérateurs de stockage fixent la proportion de chaque produit standard offerte pour chaque fenêtre d'enchères.

En revanche, étant donné le type de produits disponibles sur les marchés de gros du gaz en France, TIGF ne considère pas que la liquidité des produits puisse influencer la répartition entre les différents produits standards offerts à chaque fenêtre d'enchères. **TIGF propose donc que les opérateurs fixent cette proportion en fonction de la demande** (telle qu'exprimée lors des fenêtres précédentes, voir question 4) et des contraintes portant sur la répartition des volumes.

Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'harmoniser les calendriers des enchères entre les opérateurs de stockage ?

TIGF est favorable à la proposition de la CRE quant à la une simultanéité des enchères organisées par les deux opérateurs de stockage.

Dans l'environnement négocié actuel, les calendriers d'allocations des capacités au titre des droits sont harmonisés, et ce depuis plusieurs années. Le marché est habitué à cette simultanéité, qui contribue à la mise en concurrence saine des opérateurs de stockage. Cette disposition favorise également une gestion opérationnelle simplifiée, au travers de la tenue des enchères un seul et même jour de chaque semaine (par exemple le jeudi) sur toute la période de commercialisation.

Question 13: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une adjudication au même prix pour l'ensemble des acteurs dite « pay as cleared » ?

TIGF ne partage pas la préférence de la CRE pour une adjudication au même prix pour l'ensemble des acteurs dite « pay as cleared ».

TIGF a constaté que l'allocation au prix demandé par chaque acteur, dite « pay as bid », est très largement retenue dans les autres exemples de dispositifs de commercialisation des capacités de

stockage souterrain de gaz aux enchères en Europe³. Cette préférence commune atteste de l'adéquation de l'allocation pay-as-bid aux caractéristiques des produits et du marché des stockages souterrains de gaz.

TIGF a également analysé les conséquences du choix d'allocation sur le marché de détail, et conclu que l'allocation pay-as-bid est la plus cohérente avec les objectifs de développement de la concurrence entre fournisseurs de gaz en France :

- Les fournisseurs de détail se font concurrence sur deux leviers : le mix de produits de stockage souscrits et le coût unitaire de souscription de chaque produit. En uniformisant le coût unitaire de souscription, l'allocation pay-as-clear réduit le champ de mise en concurrence au mix de produits souscrits.
- Le risque typiquement redouté dans les allocations pay-as-bid, risque de pénalisation des expéditeurs qui surestimeraient à la hausse la valeur des produits de stockage, est limité dans le cas des stockages souterrains de gaz⁴.

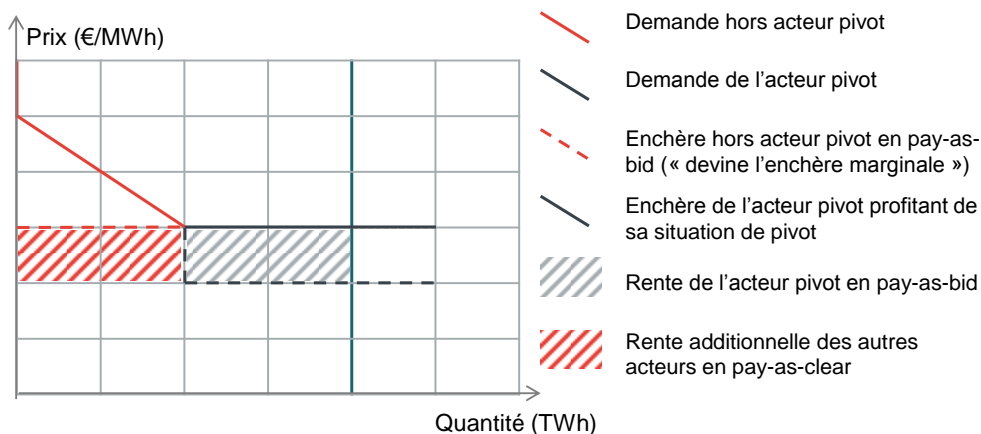
La CRE attend de l'allocation pay-as-cleared qu'elle attire davantage de participants. TIGF ne partage pas cette analyse. Une grande partie de la demande de produits de stockage en France émane des fournisseurs de détail, acteurs dont la participation aux enchères n'a pas vocation à être influencée par les modalités de commercialisation.

La CRE suggère que les stratégies d'enchères mises en œuvre par les acteurs en cas d'allocation pay-as-bid seraient indument complexes. TIGF comprend que la CRE fait référence au fait qu'en pay-as-bid les acteurs mettent en œuvre une stratégie visant à apprécier le niveau de l'enchère marginale (de sorte que si l'acteur accorde une valeur supérieure au produit, il conserve le différentiel de valeur).

Mais cette analyse ne prend pas en compte les autres comportements stratégiques attendus. En particulier, étant donné la structure de la demande et en particulier la présence d'un acteur de marché pivot, on peut s'attendre à ce que l'enchère marginale soit inférieure au niveau qui serait obtenu dans un environnement parfaitement compétitif. L'allocation pay-as-clear emporte que l'ensemble des acteurs bénéficiera de cette caractéristique du marché, et renforce donc l'incitation collective des acteurs à laisser cette situation perdurer plutôt que de tenter à contrecarrer les stratégies de l'acteur dominant.

³ Enchères d'E.ON en Allemagne, de Gas Terra aux Pays-Bas, de TAQA aux Pays-Bas, de Storengy en France, de VNG Gasspeicher en Allemagne...

⁴ En effet, la valeur du stockage de gaz est liée à celle des produits futurs de gaz, dont le prix est observable sur des marchés organisés. Le risque de mauvaise estimation du sous-jacent de la valeur des produits de stockage est donc limité. En outre TIGF note que si un fournisseur obligé surestimait systématiquement de 10% la valeur du produit de stockage sur tous les tours d'enchères de l'année, ce qui est peu probable, alors cette erreur représenterait un surcoût de 0,4% de la facture d'un client résidentiel type (chauffage au gaz) ; un tel surcoût ne suffirait pas à remettre en question la compétitivité de l'offre de détail du fournisseur.



TIGF note enfin que la question de la règle d'allocation de l'enchère marginale n'est pas abordée dans la consultation de la CRE. TIGF attire l'attention sur le fait que l'allocation pay-as-clear rend d'autant plus critique la prise en compte des risques de manipulation de l'enchère marginale par les acteurs pivots, puisque le prix découlant de l'enchère marginale viendra influencer le prix payé par tous les acteurs.

Question 14: Partagez-vous la préférence de la CRE pour l'enchère à partir d'une courbe quantité/prix transmise par chaque participant dite à fixing ?

TIGF partage la préférence de la CRE pour l'enchère à partir d'une courbe quantité/prix transmise par chaque participant dite à fixing.

TIGF considère que les conditions sous lesquelles les enchères dynamiques peuvent parfois aboutir à des résultats plus efficaces d'après la théorie économique ne sont pas réunies ici. En contrepartie, les enchères dynamiques présentent de nombreux inconvénients, notamment concernant les coûts de gestion pour les opérateurs et les expéditeurs, les risques liés à la sophistication inévitable des règles, et les risques relativement plus élevés de comportements anti-compétitifs.

De fait, l'enchère à fixing est le type d'enchère le plus répandu, et donc familier pour les expéditeurs, en Europe (par exemple enchères Storengy France 2016, Gas Terra aux Pays-Bas, Taqa aux Pays-Bas, E.ON en Allemagne, VNG Gasspeicher en Allemagne, enchères Stogit et enchères Edison Stocaggio).

Question 15: Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'indexation des prix d'achat des capacités aux enchères sur le spread été/hiver ?

TIGF partage l'analyse de la CRE concernant l'indexation des prix d'achats des capacités aux enchères sur le spread été/hiver. TIGF comprend des échanges avec le marché que les règles prudentielles selon lesquelles nombre d'entre eux opèrent demandent que le prix d'achat des souscriptions en portefeuille puisse être quantifié dès la tenue de l'enchère. TIGF note que cette disposition pourra avoir pour conséquence l'observation d'une décote dans le résultat des enchères par rapport à la valeur réelle des

produits de stockage, reflétant le risque pris par les acteurs quant à leur capacité à couvrir leur position sur les marchés de gros après la confirmation des souscriptions obtenus dans l'enchère.

Question 16: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à publier la méthodologie de détermination du prix de réserve mais à ne pas rendre public le prix de réserve, avant les enchères?

TIGF est favorable à la proposition de la CRE consistant à publier la méthodologie de détermination du prix de réserve mais à ne pas rendre public le prix de réserve. Cette disposition participe à l'atteinte de l'objectif affiché du dispositif ATS de commercialisation de vente des stockages de gaz à leur valeur de marché pour l'année de stockage concernée.

Question 17: Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

TIGF n'a pas d'autres remarques à formuler.